

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4519 - Jeudi 07 Décembre 2023 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Chayhane, Mgomri, Sarouma et Yasser radiés de la CRC



Date: 29 Novembre 2023

La société Aéroports des Comores (ADC) prévoit l'attribution d'espaces commerciaux pour des services de restauration et une boutique de produits artisanaux / essentiels de voyage dans la zone départ de la nouvelle aérogare de l'aéroport de Ouani.

Avis d'Appel d'offres

Les personnes morales intéressées peuvent retirer le dossier de consultations auprès de :

**Direction Régionale de l'ADC - Anjouan
Aéroport de Ouani,
Ouani, Anjouan
Email : achat@adccomores.com**

Les frais de dossier sont de 125.000 (cent vingt-cinq mille francs comoriens).

Une visite sur site obligatoire est prévue le **vendredi 8 décembre 2023, à 09h30.**

La date limite de soumission des offres est le **vendredi 22 décembre 2023 avant 17h00.**

INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES :

Une réunion d'échange entre Msomo Na Hazi et les ONGs

Le projet Msomo na Hazi a invité les responsables des ONG dans une réunion d'échange et de réflexion. Chacun a présenté son projet qui sera examiné et éventuellement subventionné.

Le projet Msomo na Hazi financé par l'Union Européenne continue ses activités, pour contribuer à la facilitation de l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi diplômés d'université aux Comores. Il renforce également leurs capacités techniques et professionnelles en vue de réduire le chômage. Mardi 5 décembre dernier, les ONG et associations étaient conviées dans une réunion d'échange et de réflexion pour discuter sur leur projet afin d'évaluer la faisabilité de chaque projet par rapport à ses objectifs. « Cette journée, nous allons nous concerter sur les projets qui seront présentés par les responsables. Nous avons des ONG, des associations de différentes communautés, venues avec leurs projets générateurs d'emplois au niveau des jeunes, et surtout pour renforcer leurs capacités techniques et professionnelles en vue de réduire chômage. Une fois les projets

présentés, on va discuter ensemble pour voir comment nous allons les appuyer et subventionner. Nous avons presque une vingtaine de projet », précise Aliloifa Mohamed, responsable des OSC, des jeunes et des femmes, en charge de la communication.

Selon la représentante de l'ONG Dayima, cette réunion est très importante. « On a eu l'occasion de présenter et expliquer notre projet. L'objectif est de promouvoir l'innovation numérique et l'entrepreneuriat dans le domaine de l'artisanat au sein de la communauté locale. Il s'agit de mettre en place un « Falblab » avec tous les équipements nécessaires pour développer et soutenir un artisanat local et innovant, former les jeunes locaux à acquérir de nouvelles compétences innovantes dans l'artisanat numérique et développer une communauté artisanale porteuse d'une collaboration et partage d'idées durables », indique Latifa Mchida représentante du ONG Dayima.

Pour le coordinateur du projet de l'Union de la jeunesse estudiantine de Mboudé ya mboini (UJEM) Mohamed Soulé Mihidjahi, son pro-



jet vise une formation des jeunes en couture traditionnelle et moderne, l'insertion professionnelle de la communauté de Mboudé ya mboini et de la région. « Nous souhaitons à travers ce projet augmenter le taux d'insertion professionnelle des jeunes et

femmes du village et de la région, en couture traditionnelle et moderne, offrir une formation en couture traditionnelle et moderne à 40 jeunes (hommes et femmes) de la communauté et la région. Ils seront formés en couture traditionnelle et moderne

et seront dotés des compétences leur permettant de s'insérer professionnellement. Et ils seront accompagnés à la création de leur entreprise de couture », dit-il.

Nassuf Ben Amad

ENSEIGNEMENT PUBLIC

Quatre écoles sur six sont déjà opérationnelles

Cela fait 12 à 15 mois que les travaux d'extension et de réhabilitation visant à améliorer l'environnement scolaire et la capacité d'accueil de six écoles primaires publiques (EPP) ont été lancés à travers le programme (Boundo la Malezi). Aujourd'hui, 4 chantiers sur 6 ont été réceptionnés techniquement. Toutefois, l'inauguration officielle attend l'achèvement des tous les travaux.

Bientôt les établissements primaires publics visés par le programme Boundo la Malezi (BLM) auront la possibilité d'accueillir les élèves dans des meilleures conditions. Rappelons que la première pierre dudit programme a été posée à l'école primaire publique Coulée au nord de Moroni le 2 février 2022, après avoir été impacté par le cyclone Kenneth de 2019. Et puisque le coup d'envoi des chantiers a été fait dans cette école, le ministre de l'éduca-

tion ainsi que les partenaires se préparent à inaugurer ces infrastructures scolaires entièrement rénovées, sur financement de la coopération française. Compte tenu de l'état d'avancement des travaux consacrés à l'école primaire publique Coulée 2, les autorités avaient prévu une inauguration en octobre dernier. Toutefois, certains imprévus ont fait avorter ce rendez-vous.

« Le gouvernement m'a remis une liste d'établissements à réhabiliter et construire des nouvelles salles de classe pour améliorer l'environnement scolaire et résoudre le problème de capacité d'accueil. Nous avons commencé par 6 EPP (3 Anjouan et 3 Ngazidja) puis viendra l'année prochaine, une phase qui concernera 8 établissements (Lycées de Moroni, Mutsamudu, Domoni et Fomboni - Collèges de Mbouéni et Mirontsy - EPP Sanfil et Komoni) qui sera suivi de 16 établissements (10 CR et 6 EPP dans les trois îles) et enfin 8 CR + 14 EPP », détaille-t-

il.

Et de poursuivre : « L'inauguration est une décision de l'État. Moi une fois les travaux réceptionnés techniquement, je remets les clefs au

ministère de l'éducation nationale ». Le responsable du programme a annoncé les réceptions techniques des écoles primaires publiques d'Anjouan (Hombo, Dindri et

Mrijou) et celle de Coulée 2 et qu'il reste celle de Vouvouni en cours de finition et l'EPP de Mvouni qui accuse du retard.

Kamal Gamal



POLITIQUE

Chayhane, Mgomri, Sarouma et Yasser radiés de la CRC

Devant la presse, le secrétaire national et le comité des sages du parti présidentiel ont dés-avoué Saïd Ali Saïd Chayhane, Mgomri Oumara, Abdallah Saïd Sarouma et Yasser Ali Assoumani de la CRC. Ces derniers sont accusés d'enfreindre les textes fondamentaux du parti et les décisions de ses instances dirigeantes.

Un coup de tonnerre ! L'ancien ministre des finances Saïd Ali Saïd Chayhane et l'ex-directeur de cabi-

net du président de la République Oumara Mgomri sont non seulement relevés de leurs fonctions étatiques, mais aussi complètement exclus du parti au pouvoir. Une décision rendue publique hier 6 décembre devant un parterre de militants de la CRC (Convention pour le Renouveau des Comores). Le parti a aussi annoncé que le même sort sera subi par ceux qui s'opposent aux textes fondamentaux du parti.

Lors de cette rencontre, Nour El-Fath Azali, conseiller privé du chef de l'Etat et numéro 2 du parti

a divulgué les raisons et les décisions prises par le parti contre Chayhane, Mgomri et les autres à travers le communiqué publié ce même jour. « Nous nous sommes réunis en session extraordinaire le 5 décembre dernier sous la présidence du secrétaire national du parti pour exposer des faits d'indiscipline et de dissidence de Oumara Mgomri, Saïd Ali Saïd Chayhane, Abdallah Saïd Sarouma et Yasser Ali Assoumani. Des faits illustrés par leur persistance à aller à l'encontre des choix de candidature des membres de la

CRC devant porter les couleurs du parti dans le cadre des élections des gouverneurs des îles de 2024. Ainsi, le secrétariat national du parti en accord avec les députés, les membres et le comité des sages ont décidé de les exclure du parti », explique-t-il.

Selon lui, cette assemblée a décidé d'appliquer les dispositions des articles 6, 7 et 19 du statut de la CRC, l'exclusion des Messieurs Mgomri, Chayhane, Sarouma et Yasser. Selon Mohamed Ali Abdallah, le parti n'a jamais agi à l'encontre de la démocratie. «

Nous avons organisé des sessions préliminaires des candidats devant représenter le parti aux prochaines élections. Des amis ayant eu à assumer des fonctions au sein du parti se sont opposés aux décisions du parti. Alors les mesures prises contre eux sont légales », dit-il. A son tour Youssoufa Mohamed Ali alias Belou a rappelé avec fermeté que « le même ticket qui a fait élire Azali président de la république est le même pour les candidats choisis aux élections des gouverneurs ».

Kamal Gamal

SANTÉ :

La direction de l'information sanitaire équipée

Dans le cadre de la célébration des 75 ans de l'OMS et dans la continuité de la mise en œuvre du plan de travail annuel, l'Oms a remis un lot d'équipements informatiques au ministère de la santé d'une valeur de 13 millions de francs comoriens, au profit de la direction de l'information et des statistiques sanitaires (DISS). Ces équipements vont permettre à cette direction d'améliorer son travail dans la collecte, l'analyse et la gestion des données.

L'OMS a remis ce mardi 05 décembre au ministère de la santé un lot de matériels informatiques destinés à la direction de l'information et des statistiques sanitaires (DISS). Ces équipements d'une valeur de 13 millions de nos francs est composé entre autre d'ordinateurs, d'un écran et d'un kit complet pour un réseau de visioconférence, d'un kit de réseau routeur Wifi d'une connexion prise en charge pendant 60 mois, de deux appa-



reils photos, un scanner et divers accessoires informatique. Dans son intervention, la ministre de la santé Loub Yakouti Attoumani a salué cet appui qui vient renforcer la performance de cette direction dans la col-

lecte des données et a exhorté l'équipe d'utiliser ces matériels à bon escient. « Je salue cet appui uniforme de l'OMS, d'abord pour le renforcement des capacités de nos ressources humaines, ensuite cet appui

logistique qui va permettre à notre équipe d'accomplir leur mission», souligne-t-elle avant de rappeler que cette activité rentre dans le cadre de la célébration des 75 ans de l'OMS et dans la continuité de la mise en

œuvre du Plan de travail annuel.

De son côté, le représentant du représentant de l'OMS Dr Ahamada Msa Mliwa a réitéré la disponibilité de l'OMS à accompagner le ministère de la santé dans le renforcement du système de santé. « L'OMS s'est engagé à soutenir les projets innovants du ministère. Le domaine des données sanitaires est un domaine clé. Sans les données aucun partenaire ne peut s'engager à appuyer le gouvernement. Nous sommes très confiants du travail énorme qui se fait chaque jour dans cette direction. La directrice de la DISS est entourée d'une équipe jeune, dynamique qui a déjà prouvé sa performance durant ces deux dernières années notamment dans la maîtrise des applications et logiciels recommandés par l'OMS dans la surveillance, la collecte, l'analyse et la gestion des données », renchérit-il.

Andjouza Abouheir

POLITIQUE

Yasser Ali Assoumani revigoré à Anjouan pour sa précampagne

Yasser Ali Assoumani est candidat à l'élection du gouverneur d'Anjouan, après publication de la liste définitive par la Cour suprême samedi dernier. L'élimination

de Mohamed Soilih, candidat soutenu par le parti Juwa, est déjà perçue par l'opinion comme une grave entorse du processus électoral.

Vendredi dernier, des membres du parti Juwa et soutiens du Dr Mohamed Soilih ont tenu un Hitma pour s'en remettre à dieu, suite à la requête déposée par

Dr Zaidou le candidat du parti au pouvoir pour disqualifier son concurrent, sur la base d'un faux jugement de la cour de sureté de l'Etat. « La motivation de la requête de Zaidou est montée de toutes pièces, donc on porte plainte devant Allah » a dit l'ancien conseiller juridique de Dr Salami et soutien indéfectible de Mohamed Soilih.

Pour Yasser Ali Assoumani, ses partisans attendaient la confirmation de sa candidature par la Cour Suprême malgré sa condamnation pour complicité dans l'affaire du trafic de 50kg de lingots d'or. Samedi dernier, il a été accueilli en fanfare à Anjouan. « Yasser a été condamné en première instance, il a interjeté appel et il attend. Jusqu'à preuve du contraire, il est éligible », indique un membre de la direction de campagne qui ajoute d'ailleurs que « c'est pourquoi il a été provisoirement

rejeté pour défaut d'extrait de naissance ».

Il est à noter que Yasser continue sa précampagne. Il était Sima et à Bimbini samedi où il a eu un tête à tête avec Dr Zaidou Youssouf de l'AMP. A Anjouan, sur les neuf candidats retenus deux seraient considérés comme proches du parti Juwa, à savoir Charkane Abdel-Kader et Issiaka Assane, mais pour l'heure aucune consigne de vote n'a été donnée par la formation politique de l'ancien président Sambi, qui n'a rien perdu de sa popularité. Pour de nombreux observateurs les élections de 2024 pour l'île d'Anjouan restent un enjeu majeur, tant pour l'actuel chef de l'Etat, candidat à sa propre succession, que pour ses cinq adversaires de l'opposition.

Nabil Jaffar



SOCIÉTÉ

Le Croissant rouge poursuit la distribution des kits alimentaires

Le Croissant rouge comorien a procédé à une distribution des kits alimentaires dans les régions de Djando et Mlédjélé à Mohéli. Les bénéficiaires sont des enfants de zéro à cinq ans et 90 ménages ciblés dont 45 à Djando. Cette initiative vise à soutenir les femmes démunies qui font face à des conditions difficiles.

Dans le cadre du projet insécurité alimentaire et nutritionnelle associé au manque d'eau, d'hygiène et assainissement, le Croissant rouge comorien avec l'appui financier du Japon poursuit son action en faveur de la population la plus démunie. Il s'agit cette fois-ci de distribuer des kits alimentaires. Au total 90 ménages dont 45 dans la région de Mlédjélé et 45 autres à Djando, ont bénéficié mercredi dernier d'un don com-



posé d'huile, de farine, de sucre et de riz ainsi que des boîtes de sardines. L'objectif est d'aider les personnes démunies en particu-

lier les mères élevant leurs enfants mais également les handicapés.

Suite à une évaluation sanitai-

re faite par la direction régionale de la santé de Mohéli avec le Croissant rouge comorien, des enfants mal nourris ont aussi

bénéficié de ce don. « Nous avons recensé 47 enfants dans la région de Djando de la tranche d'âge de zéro à cinq ans souffrant de malnutrition. Il était indispensable de les aider aussi afin d'améliorer leur situation sanitaire » explique le coordonnateur national pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement du projet CRCO, Ali Ben Ali Fazila.

Pour rappel c'est un projet financé par le gouvernement japonais dans le cadre d'un partenariat défini entre le Japon et l'Afrique, dont trois Croix-Rouge et Croissant rouge africains notamment celui de l'Union des Comores ont été choisis. Cet engagement contribue à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays.

Riwad

HABARI ZA UDUNGA

Energie : L'état doit se concentrer sur le quoi et moins sur le comment

La question de l'énergie est devenue dans les îles de la lune, sous nos cocotiers un véritable monstre du Loch Ness. A chaque cycle, les mêmes problèmes resurgissent et on retombe au même point de départ.

Nous nous sommes approchés d'un expert pour nous éclairer un peu de ses lumières si l'on peut employer cette expression, sur un certain nombre d'interrogations. Quel est le rôle de l'Etat dans la question de l'énergie ? Pour lui, cela se résume sur trois choses : Organiser, définir les choix politiques et contrôler la mise en œuvre. Le bon sens dans le vrai sens du terme. En effet, les travaux récents ont permis de constituer un corpus de loi relatif à l'énergie, il faut le finaliser et le mettre en œuvre. Les choix politiques ont été affichés : passage aux ENR, accès à l'énergie, tout cela a été vu dans les assises de l'énergie et a été écrit à la suite.

Le point faible c'est la mise en œuvre. Les projets ne sont pas suivis. On commence tout, on ne finit rien. Les ressources financières sont ainsi gâchées. Aussi, le rôle de l'état n'est pas de faire mais de créer les conditions de la réalisation des choix politiques comme : Trouver les financements pour la géothermie (10 ans qu'on tourne autour sans déboucher), terminer la centrale à fuel lourd, c'est l'état qui a organisé le montage industriel et

il doit terminer le projet. A l'avenir, l'état ne doit pas jouer ce rôle, assurer la viabilité financière de la SONELEC et laisser la SONELEC jouer son rôle d'industriel.

S'il s'avère que la SONELEC n'a pas suffisamment de compétences pour maîtriser l'ensemble de la chaîne, il faudra externaliser certaines activités. Ce sera à l'état de le décider

au travers de son conseil d'administration. Il faudra être très attentif aux conditions de contractualisation. Il faut savoir qu'un manque de compétence n'est pas une faute en soi. Ce qui est une faute c'est de ne pas prendre les mesures nécessaires pour y pallier. Les Comores sont un état insulaire de petite dimension et il est difficile de développer les compétences pour tout

surtout avec des technologies de plus en plus complexes.

Il faut attirer les talents. De jeunes comoriens partent étudier ailleurs. Il faut qu'ils reviennent mettre leurs compétences au service de leur pays. Sait-on les attirer ? C'est une des questions que l'on doit se poser. L'état doit se concentrer sur le quoi et moins sur le comment ? A l'heure, où nos grands esprits s'apprê-

tent à descendre dans l'arène, la question de l'énergie va occuper une place centrale dans le débat politique. Il serait grand temps d'éclairer les lanternes de nos concitoyens pour qu'ils sachent où ils vont mettre les pieds dans un monde où les sources d'énergie sont la clé pour un développement maîtrisé.

Mmagaza

UNION DES COMORES Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'investissement de soutien aux capacités statistiques de la communauté de développement de l'Afrique australe (STATCAP-KM)

- **Identification des postes**
- **Titre des postes : Personnel de collecte de données des enquêtes ménages, entreprises et communautaires.**
- **Superviseur directe : coordinateur du projet STATCAP-KM**

Description du projet.

L'Institut National de la Statistique des Études Économiques et Démographiques (INSEED) est le chef de file de la production, du traitement et de la diffusion de l'information statistique au niveau national. Cette activité est stipulée par l'article 24 de la Loi n°11-003/AU du 26 mars 2011 portant organisation et réglementation des activités statistiques aux Comores. L'INSEED a bénéficié des Fonds fiduciaire pour le renforcement des capacités statistiques (TFSCB) de la Banque Mondiale en 2014-2015 et du projet « statistique de Comores » financé par la Banque Mondiale pendant

la période de 2017 à 2020. Ces projets ont apporté une multitude de résultats concrets répondant aux besoins de Comores en matière de statistiques à l'instar de l'institutionnalisation de l'INSEED (créé en 2014), de la quatrième édition du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4), de l'Enquête Harmonisée des Conditions de Vies de Ménages (EHCVM20), statisticiens agricoles et des cadres de l'INSEED renforcés en formations continues.

Afin de maintenir les acquis de ces projets et d'améliorer davantage la capacité en statistique en Union de Comores, l'INSEED, avec l'appui de la Banque Mondiale entame le **projet d'investissement de soutien aux capacités statistiques de la communauté de développement de l'Afrique australe (STATCAP-KM)**. Ce projet vise à financer des enquêtes auprès des entreprises, des enquêtes communautaires, des enquêtes agricoles, des enquêtes prix et des enquê-

tes ménages dont les objectifs sont multiples tels que la production des comptes nationaux avec le système SCN2008, la production des agrégats macro-économiques d'une façon générale, l'estimation de la production agricole, la production des indicateurs des pauvretés, produire des informations sur la sécurité alimentaire, etc....

Ainsi, l'INSEED souhaite actualiser sa base de données en matière de personnel de collecte de données pour lui permettre de recruter ceux qui ont les compétences en collecte de données des enquêtes citées en haut.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum Vitae, le dernier diplôme obtenu et éventuellement des certificats ou attestations montrant l'expérience en matière de collecte de données à l'adresse suivante : recrutement.statcap@gmail.com plus tard **le mercredi 13 décembre 2023 à 23h 59.**

ARTS ET CULTURE

Des jeunes initiés dans l'art à travers Ports-traits

Le 2 décembre dernier, les membres des organisations d'IMARA Comores, Island Créative, Clé Kazadanc et le Royaume des fleurs ont organisé à Moroni, une cérémonie de restitution de deux projets dont Reliance et Ports-traits. Il s'agit de deux projets visant à renforcer la capacité des jeunes dans l'art à travers ses formes disciplinaires après avoir constaté un manque d'opportunités d'affaires dans le secteur artistique.

L'artiste est celui qui possède une très grande faculté créatrice. C'est pour favoriser cette vivacité artistique que l'association Peseïden de Marseille et ses partenaires de l'archipel ont créé deux projets à savoir : Reliance, un programme d'accompagnement professionnel à destination de 11 artistes et d'acteurs culturels d'Anjouan, de la Grande Comore et de Mayotte à travers trois modules, le montage de projet, la démarche artistique et

la conduite des actions d'éducation artistique et culturelle. Et pour la conception Ports-traits, il s'agit d'un projet interculturel inclusif d'initiation à la pratique artistique créé par l'organisation IMARA Comores dans le but d'accompagner les jeunes locaux à découvrir le monde artistique. Haïna Keke, la représentante de ladite organisation au niveau du pays explique que « l'idée c'est créer des opportunités importantes pour la jeunesse comorienne. Ports-traits engage des adolescents, artistes et éducateurs de Marseille, de Grande Comore et du Sénégal dans la création d'une forme artistique collective et pluridisciplinaire ».

L'organisation non gouvernementale IMARA se bat pour appuyer l'éducation des enfants à travers plusieurs domaines d'apprentissage. Rappelons que très récemment, les Comores ont participé à un concours international de robotique à travers un groupe robotique initié par cette organisation.



Elle poursuit ses missions dans le domaine artistique. Les concepteurs du Ports-traits ont rappelé également que « cela fait 6 mois que nous avons amorcé ce projet d'art et de culture avec Peseïden et en collaboration avec des ados sénégalais et marseillais. 6 mois qu'on a appris ensemble à observer, à écrire, pren-

dre des photos, faire des portraits et des interviews, raconter notre histoire et écouter celle des pairs ».

Et l'événement du samedi dernier a été le fruit de ce travail. « Les jeunes d'IMARA ont présenté un projet basé sur le texte de Chimamanda Ngozi Adichie qui pointe du doigt les préjugés des

américains sur les africains. Les jeunes d'IMARA ont excellé dans ce nouveau challenge de l'art. Cela leur a permis de voir une autre façon de s'articuler devant public ».

Kamal Gamal



APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

PAYS : Union des Comores

NOM DU PROJET : PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES (PAESC).

Numéro de Prêt/Crédit/Don : IDA Crédit No. 71290-KM, IDA Grant No. E0490-KM

Intitulé de la Mission : Recrutement d'un cabinet pour la réalisation d'une étude d'analyse géo spatiale de l'électricité aux Comores

N° de référence : KM-UCP MEEH-389212-CS-CQS

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de la part de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un financement pour couvrir le coût du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Les services de consultant (« les Services ») comprennent :

- L'élaboration d'une base de données SIG des couches concernées
- une analyse géo spatiale des options d'électrification au moindre coût qui sera utilisée pour éclairer le Gouvernement de l'Union des Comores en vue d'atteindre les objectifs d'électrification nationale.
- L'analyse géo spatiale détaillée qui présentera les options au moindre coût pour l'électrification à l'échelle nationale et estimera les besoins en investissements et en coûts d'exploitation correspondants pour l'ensemble du système électrique au niveau national.
- L'analyse comparative du coût de production / opérations actuelles

La période de mise en œuvre est de 150 jours calendaires et la date prévue de début des prestations est le 1er mars 2024.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de procédure primaire d'acqui-

sition pour la mission sont disponibles sur le site internet suivant de la SONELEC : <https://soneleccomores.com/> ou

Sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'Unité de coordination du Projet invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à manifester leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants :

Le Consultant devra démontrer une expérience avérée pour toutes les prestations relatives à la mission. A minima, les compétences et expériences suivantes sont requises :

- Etablissement des cartographies géo spatiale de réseaux ;
- Évaluation technico-économique des technologies d'électrification basées sur réseau et hors réseau ;
- Prévisions de la demande d'électricité par plan géo spatiale à haute résolution ;
- Développement et paramétrage de plateformes d'analyse géo spatiale pour le déploiement de l'électricité au moindre coût ;
- Développement et paramétrage

d'outils de planification géo spatiale pour l'extension et densification des réseaux de distribution ;

- Préparation des diverses couches de données géo spatiales nécessaires pour établir les paramètres, critères et contraintes techniques, (socio-)économiques et financiers requis pour effectuer l'analyse géo spatiale demandée dans le cadre de cette mission

- L'entreprise doit fournir une preuve qu'elle a réalisé une telle étude durant ces 10 dernières années dans un pays insulaire

- capacité des équipes à travailler en français sera indispensable et la maîtrise de la langue Comorienne par certains membres clés de l'équipe sera hautement recommandée.

La liste restreinte comprendra 8 firmes.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Edition Septembre 2023 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qua-

lifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un Consultant sera sélectionné conformément aux dispositions de l'Accord-Cadre décrites dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de 08h 00 à 16h30 heures, heure locale de Moroni.

Les manifestations d'intérêt doivent être fournies par écrit à l'adresse ci-dessous (en personne, par la poste, par télécopieur ou par courriel) au plus tard le 29 décembre 2023 à 12h00, heure locale de Moroni.

Unité de Coordination du Projet
À l'attention de : Monsieur Djaanfar Abdourohmane, Coordinateur
Route de Salimani, Quartier Sahara
Moroni, Comores
Tél: +269 763 10 94 / 331 66 50
Courriel : info.paesc@gmail.com ou djaanfaree@yahoo.fr

TELMA TSAWE

Localisation et gestion
de flotte de véhicules
en temps réel

DEPUIS LE WEB OU
DE VOTRE SMARTPHONE



Service client : 410
www.mvola.km

